# Espagne : Les indignés veulent voir les responsables du scandale Bankia en prison

"*Non à l'impunité*", "*les responsables en prison*" : les indignés ont déposé jeudi 14 juin à Madrid une plainte contre Bankia, exigeant, comme d'autres organisations de la société civile, des comptes sur le scandale bancaire qui a précipité le pays dans une crise financière historique.

Depuis que l'Etat a annoncé le sauvetage public de 23,5 milliards d'euros de Bankia, de nombreuses voix, dont celles de petits actionnaires floués, se sont élevées pour réclamer des comptes, et des têtes, dénonçant une connivence, voire pire, entre politiques et banquiers.

La colère s'est encore exacerbée depuis que la chambre des députés, dominée par la droite, a rejeté une demande d'enquête parlementaire sur la crise financière.

"*Nous voulons montrer que c'en est terminé de l'impunité*", "*les responsables doivent aller en prison*", ont affirmé des porte-parole des indignés, lors d'une conférence de presse organisée en plein air à Madrid.

En ligne de mire, l'ex-président de Bankia Rodrigo Rato, qui fut ministre de l'Economie du pays de 1996 à 2004, puis directeur général du FMI jusqu'en 2007.

Poussé à la démission, M. Rato a renoncé à des indemnités de départ de 1,2 million d'euros prévues dans son contrat, a annoncé Bankia.

Mais il n'est pas le seul visé. La plainte des indignés, déposée aux noms de 13 actionnaires, est également dirigée contre les membres de l'ex-conseil d'administration, pour "*falsifications de comptes*" et "*information frauduleuse*" auprès de l'autorité de marché, a expliqué l'avocat Juan Moreno Yagüe, selon qui ils risquent notamment des peines de "*un à six ans de prison*".

"*Et ce n'est que le début*", assure-t-il, affirmant disposer d'informations "*de l'intérieur*" qui devraient permettre d'autres actions judiciaires, notamment contre la banque d'Espagne et son ex-gouverneur Miguel Ángel Fernández Ordóñez.

Au total, quatre plaintes visant Bankia ont été déposées, avec celles émanant du groupe d'extrême droite Manos Limpias, du parti centriste UPyD et du collectif Democracia Real Ya.

Le parquet anti-corruption a également ouvert une enquête préliminaire sur d'éventuelles fraudes commises lors de la création de Bankia puis de son introduction en Bourse en juillet 2011.

Signe de soutien populaire, le mouvement des indignés a recueilli plus de 19.000 euros en moins de 24 heures pour couvrir les frais de procédure.